

ANNO Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Drey-
zehn.
1713.

(L. S.) Philipp Ludwig Graf von Sin-
zendorf.

(L. S.) Michael Achatz Freyh. v. Kirch-
nern.

(L. S.) O. M. G. Dönhof.

(L. S.) J. A. Marschalch von Biberstein.

Artic. Separat.

Gleichwie nun alles dieses von Ihro Königl. Majest. in Preussen erkandlich angenommen worden / also versprechen Sie dargegen Krafft dieses / so wohl auf den Fall / da der Friede erfolgen / als wider verhoffen der Krieg. continuiren sollte / aber die bereits vorhin mit Ihro Kayserl. und Cathol. Königlich Majestät habende Verbindnisse und Tractaten Sich genauer mit Dereselben zu sehen / und in solche Verfassung zu treten / wodurch die Dereselben zukommende Niederlande samt dem Ueberrest des Ober-Quartiers von Geldern bey dem Erz-Haus von Oesterreich erhalten / und künfftig vor allem feindlichen Ueberfall bedeckt bleiben / auch allenthalben die gemeine Ruhe und Sicherheit fest gestellet werden möge.

CLI.

Mars. *Traité de Paix & d'Amitié entre Louis XIV.*
Avril. *Roi de France & Anne Reine de la Grande*

Bretagne, établi sur le fondement d'une Séparation réelle & perpétuelle des Couronnes de France & d'Espagne, par le moyen des Renonciations reciproques du Roi PHILIPPE & des Ducs de BERRI & d'ORLEANS qui y sont inserées : comme aussi sur la Reconnaissance que le Roi T. C. y fait, de la Succession à la Couronne de la Grande-Bretagne dans la Ligne Protestante de HANOVER, avec promesse de ne jamais rien faire, ni permettre qu'il soit fait, directement ou indirectement, en faveur de ceux qui voudroient la troubler. Le Roi T. C. y promet de plus de faire raser DUNKERQUE, & il y cede à la Couronne d'Angleterre, divers grands Païs dans l'Amerique septentrionale. Fait à Utrecht le 31. Mars 11. Avril 1713. Avec les Plein-pouvoirs de part & d'autre, & la Ratification du Roi T. C. donnée à Versailles le 18. Avril 1713. [Sur la Copie imprimée à Paris, chez François Fournier avec Privilege du Roi, in 4. Ann. 1713. Er dans les Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. II. pag. 457. où le Traité se trouve aussi en Latin sur l'Exemplaire des Anglois. Autre Copie imprimée à la Haye en Latin & en François par ordre des Plenipotentiaires d'Angleterre chez Th. Johnson l'an 1713. in 4.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & nôtre très-cher & bien aimé, le Sieur Mesnager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Plein-pouvoirs que nous leur avons donné, auroient conclu, arrêté & signé à Utrecht le onzième

TOM. VIII. PART. I.

me du présent mois d'Avril, avec le Sr. Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de nôtre très-cher & très-aimée Sœur, la Reine de la Grande-Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sr. Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron d'Oveisley, Neumarch, & Raby, Conseiller de nôtre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-bas, Colonel de son Regiment Royal de Dragons, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande-Bretagne & d'Irlande, Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre dite Sœur pareillement, munis de ses Plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

D'autant qu'il a plu à Dieu tout puissant & misericordieux pour la gloire de son St. Nom, & pour le Salut du Genre humain d'inspirer en son tems aux Princes le désir reciproque d'une réconciliation qui fit cesser les malheurs qui désolent la terre depuis si long-tems, qu'il soit notoire à tous & à un chacun à qui il appartiendra que par la direction de la Providence Divine, le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. par la grace de Dieu Roy T. C. de France & de Navarre, & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, remplis du désir de procurer (autant qu'il est possible à la prudence humaine de le faire) une tranquillité perpetuelle à la Chrétienté, & portez par la considération de l'intérêt de leurs Sujets, sont enfin demeurez d'accord de terminer cette guerre, si cruelle par le grand nombre de combats, si funeste par la quantité du sang Chrétien qu'on y a versé, laquelle après s'être malheureusement allumée il y a plus de dix ans, a toujours continué depuis avec opiniâtreté. Leurs susdites Majestez, afin de poursuivre un projet si digne d'Elles, ont nommé & constitué de leur propre mouvement, & par le soin paternel qu'Elles ont pour leurs Sujets & pour la Chrétienté, leurs Ambassad. Extraordinaires & Plenipotentiaires respectifs, sçavoir S. M. T. C. le Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne &c., & le Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; Et Sa Majesté Britannique, le Bien Reverend Jean Evêque de Bristol, Garde du Sceau privé d'Angleterre, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor, & Secrétaire de l'Ordre de la Jarretiere, & le Sieur Thomas Comte de Strafford, Vicomte de Wentworth, Woodhouse, & de Stainborough, Baron de Neumarch, Overisley, & Raby, Conseiller de la Reyne en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies, Colonel du Regiment Royal de Dragons de Sa Majesté, Lieutenant Général de ses Armées, premier Seigneur de l'Amirauté de la Grande Bretagne & d'Irlande, & Chevalier de l'Ordre de la Jarretiere, auxquels leurs Majestez Royales ont donné leurs Plein-pouvoirs pour traiter, convenir & conclure une Paix ferme & stable. Les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires après plusieurs Conférences épineuses tenues dans le Congrez établi pour cette fin à Utrecht ayant enfin surmonté, sans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obstacles qui s'opposoient à l'accomplissement d'un dessein si salutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conserver à jamais leur ouvrage en son entier, & qu'il en fit ressentir le fruit à la posterité la plus reculée, & s'être communiqué respectivement leurs Plein-pouvoirs dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûment fait l'échange, sont enfin convenus des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leurs dites Majestez Royales, leurs Peuples & Sujets de la manière qui suit.

I. Il y aura une Paix universelle & perpetuelle, une vraie & sincere amitié entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roy Très-Chrétien & la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe; cette Paix sera

V v 2

ANNO
1713.

inviol-

ANNO
1713.

inviolablement observée entre eux si religieusement & sincèrement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque que cette amitié soit de jour en jour fidèlement cultivée, affermie, & augmentée.

II. Toutes inimitiez, hostilités, guerres & discordes entre ledit Roy Très-Chrétien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs Sujets, cesseront & demeureront éteintes & abolies, en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir de se faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquiéter en quelque manière que ce soit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particulièrement dans toute l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne sans aucune exception.

III. Tous les torts, dommages, injures, offenses que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs Sujets auront soufferts & receus les uns des autres pendant cette guerre, seront absolument oubliés; & leurs Majestés & leurs Sujets pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ni ne commanderont, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part, ni d'autre, aucun acte d'hostilité, ou d'injustice, trouble ou préjudice, de quelque nature ou manière que ce puisse être, par autrui ou par soi-même, en public ou en secret, directement ou indirectement, par voye de fait ou sous prétexte de justice.

IV. Et pour affermir de plus en plus l'amitié fidele & inviolable qui est établie par cette Paix, & pour prévenir tous prétextes de défiance qui pourroient naître, en quelque tems que ce soit, à l'occasion de l'ordre & Droit de Succession héréditaire établie dans le Royaume de la G. B. de la manière qu'elle a été limitée par les Loix de la Gr. B., tant sous le Regne du Roy Guillaume III. de très-Glorieuse Mémoire, que sous le présent Regne de lad. Reyne, en faveur de ses Descendants; & au défaut d'iceux, en faveur de la Sérénissime Princesse Sophie, Douairière de Brunswik-Hannover, & ses Héritiers dans la Ligne Protestante d'Hannover: Et afin que cette Succession demeure ferme & stable, le Roy T. C. reconnoît sincèrement & solennellement lad. Succession au Royaume de la G. B. limitée comme dessus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de l'avoir pour agréable à présent & à toujours, engageant à cet effet son honneur & celui de ses Successeurs, promettant en outre sous la même foy & parole de Roy & sous le même Engagement d'honneur, tant pour luy que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne reconnoître jamais qui que ce soit pour Roy ou Reyne de la G. B., si ce n'est lad. Reyne & ses Successeurs selon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus de force à cette reconnoissance & promesse, le Roy T. C. promet que luy & ses Successeurs & Héritiers apporteront tous leurs soins pour empêcher que la personne qui du vivant du Roy Jacques II. avoit pris le titre de Prince de Galles, & au décès dud. Roy celui de Roy de la G. B. & qui depuis peu est sorti volontairement du Royaume de France pour demeurer ailleurs, ne puisse y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & sous quelque prétexte que ce puisse être.

V. Le Roy T. C. promet de plus tant en son nom que pour ses Héritiers & Successeurs, de ne jamais troubler, ni molester lad. Reyne de la G. B., ses Héritiers & Successeurs, issus de la Ligne Protestante, qui posséderont la Couronne de la G. B. & les Etats qui en dépendent; & de ne donner ni luy, ni aucun de ses Successeurs, directement ou indirectement, par Terre ou par Mer, en Argent, Armes, Munitions, appareil de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, & en quelque manière ou en quelque tems que ce soit, aucune assistance, secours, faveur, ni conseil à aucune personne ou personnes quelles qu'elles puissent être, qui sous quelque prétexte ou cause que ce soit, voudroient s'opposer à l'avenir à lad. Succession soit ouvertement, ou en fomentant des séditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu desd. Actes du Parlement occuperont le trône de la G. B., ou con-

tre le Prince ou la Princesse en faveur de qui lad. Succession à la Couronne de la G. B. sera ouverte par lesdits Actes du Parlement.

VI. D'autant que la Guerre, que la présente Paix doit éteindre, a été allumée principalement, parce que la seureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas absolument souffrir que les Couronnes de France & d'Espagne fussent réunies sous une même teste, & que sur les instances de Sa Majesté Britannique, & du consentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on est enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine, à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moyennant des Renonciations conclues dans la meilleure forme, & faites en la manière la plus solennelle dont la teneur suit ci-après.

S'ensuivent ici les (1) Actes concernant les Renonciations réciproques du Roy PHILIPPE d'une part, & de M. le Duc de BERRY & de M. le Duc d'ORLEANS d'autre part, &c.

Etant suffisamment pourvu par la renonciation ci relative, laquelle doit être éternellement une Loi inviolable & toujours observée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de la postérité, puisse jamais aspirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'une autre côté les renonciations réciproques à la Couronne d'Espagne faites par la France, ainsi que les autres Actes qui établissent la Succession héréditaire à la Couronne de France, lesquelles tendent à la même fin; ayant aussi suffisamment pourvu à ce que les Couronnes de France & d'Espagne demeurent séparées & défunies; de manière que les susd. Renonciations & les autres Transactions qui les regardent, subsistant dans leur vigueur & étant observées de bonne foi, ces Couronnes ne pourront jamais être réunies: Ainsi le Sérénissime Roi T. C. & la Sérénissime Reine de la G. B. s'engagent solennellement, & par parole de Roi, l'un à l'autre, qu'eux ni leurs Héritiers & Successeurs ne feront jamais rien, ni ne permettront que jamais il soit rien fait capable d'empêcher les Renonciations & autres Transactions susd. d'avoir leur plein & entier effet; au contraire leurs Majestés Royales prendront un soin sincère & feront leurs efforts, afin que rien ne donne atteinte à ce fondement du salut public, ni ne puisse l'ébranler: En outre S. M. C. demeure d'accord & s'engage que son intention n'est pas de tâcher d'obtenir, ni même d'accepter à l'avenir que pour l'utilité de ses Sujets, il soit rien changé, ni innové dans l'Espagne ni dans l'Amérique Espagnole, tant en matière de Commerce qu'en matière de Navigation, aux usages pratiqués en ces Pays sous le Regne du feu Roi d'Espagne Charles II., non plus que de procurer à ses Sujets dans les susd. Pays aucun avantage qui ne soit pas accordé de même dans toute son étendue aux autres Peuples & Nations lesquelles y négocient.

VII. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets de leursd. Majestés, de même qu'ils l'ont toujours été en tems de Paix, & avant la Déclaration de la dernière Guerre, & particulièrement de la manière dont on est convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII. Les voyes de la Justice ordinaires seront ouvertes & le cours en sera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéissance de leurs Majestés, & leurs Sujets de part & d'autre pourront librement y faire valoir leurs Droits, actions & prétentions, suivant les Loix & Statuts de chaque Pais.

IX. Le Roi T. C. fera raser toutes les Fortifications de la Ville de Dunkerque, combler le Port, ruiner les Ecluses, qui servent au négoce dud. Port, le tout à ses dépens & dans le terme de cinq mois

(1) Il y en a six, savoir: 1. La Renonciation du Roi Philippe faite à Madrid le 5. Novembre 1712. répétée & confirmée au Buenretiro le 7. du même Mois. 2. Le Certificat de D. François Antón de Quintana, Notaire public & du consentement, approbation & confirmation des Etats de Castille sur ladite Renonciation, daté à Madrid le 9. Novembre 1712. 3. Renonciation du Duc de Berry à la Couronne d'Espagne, faite à Madrid le 24. Novembre 1712. 4. Celle du Duc d'Orléans faite à Paris au Palais Royal le 10. Novembre 1712. 5. Les Lettres Patentes du Roi T. C. données au Mois de Décembre 1700. pour conserver au Duc d'Anjou 100. Petit-Fils le Droit de pouvoir succéder à la Couronne de France, & 6. les autres Lettres Patentes de ce même Roi données à Versailles au Mois de Mars 1713. cassant & annullant celles-là, admettant & autorisant les susdites Renonciations. Toutes ces Pièces se peuvent trouver ci devant sous leurs propres dates. On les a retranchés du Traité pour éviter une répétition inutile. [Dum.]

ANNO
1713.

ANNO 1713. mois après la Paix conclue & signée, savoir les ouvrages de Mer dans l'espace de deux mois, & ceux de terre avec lefd. Eclufes dans les trois fuivans, à condition encore que lefd. Fortifications, Ports & Eclufes ne pourront jamais être rétablis, laquelle démolition toutefois ne commencera qu'après que le Roi T. C. aura été mis en poffeffion généralement de tout ce qui doit être cédé en équivalent de la fufd. démolition.

X. Le Roi T. C. restituera au Royaume & à la Reine de la G. B. pour les pofféder en plein Droit & à perpétuité, la Baye & le Détroit d'Hudfon avec toutes les Terres, Mers, Rivages, Fleuves, & lieux qui en dépendent & qui y font fituez, fans rien excepter de l'étendue defd. Terres & Mers poffédées présentement par les François; le tout aussi bien que tous les Edifices & Forts construits, tant avant que depuis que les François s'en font rendus Maîtres, seront délivrez de bonne-foy en leur entier; & en l'état où ils font présentement, fans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des Sujets de la Reine de la G. Br. munis de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres Sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer defd. Terres & Détroit, par terre ou par mer, avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espèce qu'ils soient, à la réserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudfon & les lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux Sujets des deux Nations de passer lefd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françaises & Britanniques dans ces Pais-là.

XI. Le Roy T. C. fera donner une juste & équitable satisfaction aux Intereffez de la Compagnie Angloise de la Baye d'Hudfon, des pertes & dommages qu'ils peuvent avoir soufferts pendant la paix, de la part de la Nation Française par des Courses ou déprédations tant en leurs personnes que dans leurs Colonies, Vaisseaux & autres Biens, dont l'estimation sera faite par des Commissaires qui seront nommés à la réquisition de l'une ou de l'autre des Parties. Les mêmes Commissaires prendront connoissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des Sujets de la G. B. touchant les Vaisseaux pris par les François durant la Paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année dernière dans l'Isle de Monferrat, ou autres, que de la part des Sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de Nevis & au Fort de Gambi & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les Sujets de la G. B. en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, meus entre les deux Nations, & qui n'ont point encore été réglées; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII. Le Roi T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui seront foy de la cession faite à perpétuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophle que les Sujets de Sa Majesté Brit. désormais pofféderont seuls; De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appelée Annapolis Royale, & généralement de tout ce qui dépend defd. Terres & Isles de ce Pais-là, avec la Souveraineté, propriété, poffeffion & tous Droits acquis par Traitez ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses Sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lefd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cède & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une manière & d'une forme si ample qu'il ne sera pas permis à l'avenir aux Sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lefd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieues près des costes de la nouvelle E-

cosse au Sudest, en commençant depuis l'Isle appelée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest.

XIII. L'Isle de Terre-neuve avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce commis en ce Pais-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échange des Ratifications de ce Traité, ou plutôt si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance, & autres lieux que les François pourroient encore pofféder dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses Sujets puissent désormais prétendre quoique ce soit, & en quelque temps que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacentes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y établir aucune habitation en faveur quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour sécher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres temps, que celui qui est propre pour pêcher, & nécessaire pour sécher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits Sujets de la Fr. de pêcher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appelé Cap de Bona Vista, jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appelé Pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entière faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs Places.

XIV. Il a été expressement convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cédées ou restituées en vertu de ce Traité par le Roy T. C., les Sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobiliers, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néanmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent jouir de l'exercice de la Religion Catholique Romaine en tant que le permettent les Loix de la G. B.

XV. Les habitans du Canada & autres Sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soumis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amérique, amies de cette Couronne. Pareillement les Sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains Sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouiront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françaises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux qui seront ou devront être censés Sujets & amis de la France, ou de la G. B.

XVI. Toutes les Lettres, tant de représailles que de marque & de contre-marque qui ont été délivrées jusqu'à présent pour quelque cause, & occasion que ce puisse être, demeureront & seront réputées nulles, inutiles, & sans effet, & à l'avenir aucune defd. Majesté n'en délivrera de semblables contre les Sujets de l'autre s'il n'apparoît auparavant d'un délai ou d'un dény de justice manifeste, ce qui ne pourra être tenu pour constant à moins que la Requête de celui qui demandera des Lettres de représailles, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le Pais de la part du Prince contre les Sujets duquel on poursuivra lefdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire en sorte que le Défendeur satisfasse incessamment le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les Sujets duquel on demandera lefdites Lettres, l'on ne les expédiera encore qu'après quatre mois expirés à compter du jour que la Requête de celui qui demandera lefdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les Sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII. D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le 11. Août & prorogée ensuite pour quatre mois entre les Parties contractantes, il est expressement stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part & d'autre

ANNO
1713.

d'autre doivent demeurer à celui qui s'en est rendu Maître, ou être restitués à leur premier Propriétaire, il a été convenu que dans ledits cas les conditions de la suspension d'armes demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces sortes de prises faites, soit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, sera exécuté de bonne foy, selon leur teneur.

XVIII. Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cause quelle qu'elle puisse être, qu'aucun des Sujets dedit Majesté fit, ou entreprit quelque chose par terre, par mer ou autres eaux en quelque lieu du monde que ce soit, qui put contrevenir au présent Traité, & en empêcher l'entière exécution, ou de quelqu'un de ses Articles en particulier, la Paix & bonne correspondance rétablie entre ledit Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. ne sera pas troublée, ni cessée interrompue à cette occasion, & elle demeurera toujours au contraire en son entière & première force & vigueur; Mais seulement celui dedit Sujets qui l'aura troublée, répondra de son fait particulier, & en sera puni conformément aux Loix en suivant les règles établies par le Droit des gens.

XIX. Et s'il arrivoit aussi (ce qu'à Dieu ne plaise) que les mésintelligences & inimitiez éteintes par cette Paix, se renouvellassent entre leursdites Majestés & qu'ils en vinsent à une guerre ouverte, tous les Vaisseaux, Marchandises, & tous les effets mobiliers des Sujets de l'une des deux Parties qui se trouveront engagés dans les Ports & Lieux de la Domination de l'autre, n'y seront point confisqués ni en aucune façon endommagés. Mais l'on donnera aux Sujets dedit Majesté le terme de six mois entiers à compter du jour de la rupture, pendant lesquels ils pourront sans qu'il leur soit donné aucun trouble ni empêchement, vendre, enlever ou transporter où bon leur semblera, leurs biens de la nature cy-dessus exprimée & tous leurs autres effets, & se retirer eux-mêmes.

XX. Il sera donné à tous & à chacun des Hauts-Alliez de la Reine de la G. B. une Satisfaction juste & équitable; sur ce qu'ils peuvent demander légitimement à la France.

XXI. Le Roy T. C. en considération de la Reine de la G. B. consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Religion, soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de S. M. T. C. n'est point & n'a point été, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII. Le Roy T. C. promet encore qu'il fera incessamment après la Paix faite, faire Droit à la Famille d'Hamilton au sujet du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont sur les prétentions qu'il a en France, comme aussi au Sr. Charles Douglas touchant quelques Terres en fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII. Du consentement réciproque du Roy T. C. & de la Reyne de la G. Bretagne, les Sujets de part & d'autre faits prisonniers pendant la guerre, seront remis en liberté sans distinction & sans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV. Le Traité de Paix signé aujourd'hui entre S. M. T. C. & S. M. Portugaise sera partie du présent Traité, comme s'il étoit inséré icy mot à mot, Sa Majesté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert sa Garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus solennelles pour la plus exacte observation & exécution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV. Le Traité de Paix de ce jourd'hui entre S. M. T. C. & son Altesse Royale de Savoye est spécialement compris & confirmé par le présent comme partie essentielle d'iceluy, & comme si ledit Traité étoit inséré icy mot à mot Sa Majesté la Reyne de la G. B. s'engageant expressément aux mêmes promesses de maintenance & de garantie stipulées par ledit Traité, ou celles par elle cy-devant promises.

XXVI. Le Sérénissime Roy de Suede, ses Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme aussi le Grand Duc de Toscane, la République de Gennes & le Duc de Parme, sont inclus dans ce Traité de la meilleure manière.

XXVII. Leurs Majestés ont aussi bien voulu

comprendre dans ce Traité les Villes Anféatiques, nommément Lubeck, Brème, & Hambourg, & la Ville de Dantzick, à cet effet qu'après que la Paix générale sera faite, elles puissent jouir à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant joui en vertu des Traitez, ou anciens usages.

XXVIII. Seront en outre compris dans le présent Traité de Paix, ceux qui avant l'échange des Ratifications qui en seront fournies, ou dans l'espace de six mois après, seront nommés à cet effet de part & d'autre & dont on conviendra réciproquement.

XXIX. Enfin les Ratifications solennelles du présent Traité, expédiées en bonne & dûe forme, seront rapportées & échangées de part & d'autre à Utrecht, dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt s'il est possible, à compter du jour de la signature.

XXX. En foy de quoy, nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B. avons signé les présents Articles de notre main & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

Fait à Utrecht le 11. Avril. 1713.

HUXELLES. JOH. BRISTOL. C. P. S.
(L. S.) (L. S.)

MESNAGER. STRAFFORD.
(L. S.) (L. S.)

Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincère & solide, que notre très-chère & très-aimée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne a fait paroître le même désir, & qu'il y a lieu d'espérer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien tôt un heureux succès; Voulant encore apporter tous Nos soins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour notre Service de notre très-cher & bien aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier de Nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre cher & bien-aimé le Sieur Mesnager, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & autres bonnes Considérations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député & par ces présentes signées de notre Main, commettons, ordonnons & députons les dits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires, de conférer, négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Sœur, revestus de ses Pouvoirs en bonne forme; arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviseront bon estre. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le même Pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrester, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons, & à l'utilité réciproque de nos Sujets, en sorte que Nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec notre dite Sœur, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requiert un Mandement plus spécial, non contenu en ces présentes. Promettant en foy & parole de Roy d'avoir agréable & tenir ferme & stable à toujours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de Ma-

ANNO
1713.